

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

4 juin 2012

PROJET DE LOI

**interprétative de l'article 108, § 2, alinéa 2,
première et deuxième partie de phrase de
la loi du 8 janvier 2012 portant modification
de la loi du 29 avril 1999 relative
à l'organisation du marché de l'électricité
et de la loi du 12 avril 1965 relative
au transport de produits gazeux
et autres par canalisations**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION,
DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES
NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE

PAR
M. Bert WOLLANTS

SOMMAIRE

Page

I. Exposé introductif du secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie et à la Mobilité	3
II. Discussion	4
III. Votes	5

Documents précédents:

Doc 53 **2195/ (2011/2012):**

001: Projet de loi.

Voir aussi:

003: Texte corrigé par la commission.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

4 juni 2012

WETSONTWERP

**tot uitlegging van artikel 108, § 2,
eerste en tweede zinsnede
van de wet van 8 januari 2012 tot wijziging
van de wet van 29 april 1999 betreffende
de organisatie van de elektriciteitsmarkt
en de wet van 12 april 1965 betreffende
het vervoer van gasachtige produkten
en andere door middel van leidingen**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR HET BEDRIJFSLEVEN,
HET WETENSCHAPSBELEID, HET ONDERWIJS, DE
NATIONALE WETENSCHAPPELIJKE EN CULTURELE
INSTELLINGEN, DE MIDDENSTAND
EN DE LANDBOUW

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER **Bert WOLLANTS**

INHOUD

Blz.

I. Inleidende uiteenzetting door de staatssecretaris voor Leefmilieu, Energie en Mobiliteit	3
II. Bespreking.....	4
III. Stemmingen	5

Voorgaande documenten:

Doc 53 **2195/ (2011/2012):**

001: Wetsontwerp.

Zie ook:

002: Tekst verbeterd door de commissie.

4226

**Composition de la commission à la date de dépôt du rapport/
Samenstelling van de commissie op de datum van indiening van het verslag**
Président/Voorzitter: Liesbeth Van der Auwera

A. — Titulaires / Vaste leden:

N-VA	Peter Dedecker, Peter Luykx, Karel Uyttersprot, Flor Van Noppen
PS	Isabelle Emmery, Julie Fernandez Fernandez, Olivier Henry, Karine Lalieux
MR	Katrin Jadin, Valérie Warzée-Caverenne
CD&V	Leen Dierick, Liesbeth Van der Auwera
sp.a	Ann Vanheste
Ecolo-Groen	Kristof Calvo
Open Vld	Willem-Frederik Schiltz
VB	Peter Logghe
cdH	Joseph George

B. — Suppléants / Plaatsvervangers:

Minneke De Ridder, Zuhail Demir, Jan Van Esbroeck, Steven Vandeput, Bert Wollants
Colette Burgeon, Valérie Déom, Laurent Devin, Anthony Dufrane, Linda Musin
David Clarinval, Corinne De Permentier, Olivier Destrebecq
Jenne De Potter, Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh
Caroline Gennez, Bruno Tobback
Meyrem Almaci, Ronny Balcaen
Mathias De Clercq, Frank Wilrycx
Hagen Goyvaerts, Barbara Pas
Christophe Bastin, Marie-Martine Schyns

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	Abréviations dans la numérotation des publications:	Afkortingen bij de nummering van de publicaties:
PS	:	Parti Socialiste	DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif
MR	:	Mouvement Réformateur	QRVA:	Questions et Réponses écrites
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)
sp.a	:	socialistische partij anders	CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	PLEN:	Séance plénière
VB	:	Vlaams Belang	COM:	Réunion de commission
cdH	:	centre démocrate Humaniste	MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones		
LDD	:	Lijst Dedecker		
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie		

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.lachambre.be e-mail : publications@lachambre.be	Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.dekamer.be e-mail : publicaties@dekamer.be

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet de loi au cours de sa réunion du 30 mai 2012.

I. — EXPOSÉ INTRODUCTIF DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'ENVIRONNEMENT, À L'ÉNERGIE ET À LA MOBILITÉ

M. Melchior Wathelet, secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie et à la Mobilité, souligne que les mécanismes d'indexation du prix variable de l'électricité et du gaz sont gelés du 1^{er} avril 2012 au 31 décembre 2012, la date de fin pouvant éventuellement être avancée par voie d'arrêté royal. Certains fournisseurs d'énergie ayant mal interprété la loi du 29 mars 2012 portant des dispositions diverses ont malgré tout indexé leurs prix le 1^{er} avril 2012. Cette attitude n'était pas correcte à la lumière du texte de loi, ni de l'Exposé des motifs de la proposition de loi, ni des discussions parlementaires (cf. DOC 53 2097/007).

Soucieux d'éviter de futures procédures judiciaires et d'améliorer la sécurité juridique, le gouvernement a décidé de déposer un projet de loi interprétative, même si entre-temps ce besoin n'existe plus, étant donné que tous les fournisseurs se conforment à présent à la loi. Le projet de loi est néanmoins déposé à la Chambre afin de veiller à ce que tous les fournisseurs continuent de respecter la loi pendant la période restante.

Le projet de loi à l'examen réitère l'interdiction d'appliquer de nouvelles indexations à partir du 1^{er} avril 2012, cette date incluse. Cette interprétation est conforme aux explications fournies par le secrétaire d'État au cours de la discussion de la proposition de loi initiale et ne peut être plus claire.

La caractéristique d'une loi interprétative est de faire rétroagir l'interprétation de la loi initiale au jour de l'entrée en vigueur de cette loi initiale.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft het voorliggende wetsontwerp besproken tijdens haar vergadering van 30 mei 2012.

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE STAATSSECRETARIS VOOR LEEFMILIEU, ENERGIE EN MOBILITEIT

De heer Melchior Wathelet, staatssecretaris voor Energie, Leefmilieu en Mobiliteit, vestigt de aandacht op het feit dat de indexeringsmechanismen ten aanzien van de variabele prijs voor elektriciteit en gas sedert 1 april 2012 en tot en met 31 december 2012 bevroren zijn, maar mogelijk kan de einddatum worden vervroegd door middel van een koninklijk besluit. Sommige energieleveranciers hebben de wet van 29 maart 2012 houdende diverse bepalingen verkeerd geïnterpreteerd en hebben hun prijzen toch op 1 april 2012 geïndexeerd. Deze houding was niet correct in het licht van de wettekst, noch van de Memorie van Toelichting bij het wetsvoorstel, noch op grond van de parlementaire discussies (cf. DOC 53 2097/007).

Om toekomstige gerechtelijke procedures te vermijden en de rechtszekerheid te bevorderen, heeft de regering beslist een voorstel van interpretatieve wet in te dienen, ofschoon de nood daartoe inmiddels niet meer bestaat, overwegende dat alle leveranciers thans de wet naleven. Toch wordt het wetsontwerp aan de Kamer voorgelegd, om ervoor te zorgen dat alle leveranciers ook nog voor de resterende tijd de wet zullen naleven.

Het voorliggende wetsontwerp herhaalt het verbod op nieuwe indexeringen te beginnen met 1 april 2012, inclusief deze datum. Deze interpretatie stemt overeen met de uitleg van de staatssecretaris tijdens de bespreking van het oorspronkelijke wetsvoorstel en kan niet duidelijker zijn.

Een interpretatieve wet heeft als kenmerk dat de interpretatie van de oorspronkelijke wet retroactief van kracht wordt op het ogenblik dat de oorspronkelijke wet in werking treedt.

II. — DISCUSSION

M. Bert Wollants (N-VA) fait observer qu'il y a eu des problèmes dès le départ. De nombreux fournisseurs ont procédé à l'augmentation, comme c'était aussi prévu dans les directives de la CREG, parce que le texte était sujet à diverses interprétations. Tous les fournisseurs s'étant en fin de compte conformés aux exigences du secrétaire d'État, le projet de loi à l'examen est pour ainsi dire devenu sans objet.

Le législateur doit toujours s'efforcer de formuler des règles aussi claires que possible. C'est pour ce motif que l'intervenant adhère à la contribution apportée par le projet de loi interprétative. L'intervenant rappelle qu'il n'avait pas souscrit au projet de loi initial mais qu'il soutient les efforts actuellement fournis par le secrétaire d'État en vue d'apporter davantage de clarté. Car il ne peut y avoir d'objections à une telle démarche.

C'est surtout ce qui interviendra après l'adoption de la législation qui doit retenir l'attention des membres. Quand le gouvernement prendra-t-il l'arrêté royal relatif au contrôle des formules tarifaires, qui doit permettre aux fournisseurs d'appliquer leurs tarifs comme il se doit? La décision interviendra-t-elle encore avant le 1^{er} septembre 2012?

Le secrétaire d'État répond qu'il attache, lui aussi, beaucoup d'importance à la sécurité juridique. Il félicite Mme Ann Vanheste pour sa vigilance, car elle est la seule parlementaire à avoir demandé si les fournisseurs d'énergie ne pouvaient pas encore augmenter *in extremis* le prix du gaz et de l'électricité (cf. DOC 53 2097/007, p. 20). Le secrétaire d'État avait alors répliqué que le gel prendrait cours le 1^{er} avril 2012, le 1^{er} avril compris (*ibid.* p. 26).

Aucun calendrier n'a été communiqué. Il est possible que l'arrêté royal soit adopté avant la fin de l'année. La CREG a formulé une proposition provisoire sur la base de laquelle les différents fournisseurs sont consultés. La proposition d'arrêté royal pourrait être disponible rapidement. Dès qu'elle le sera, un calendrier pourra être envisagé. Cependant, il est prématuré de prendre des engagements dès à présent. La date limite a été fixée au 31 décembre 2012.

II. — BESPREKING

De heer Bert Wollants (N-VA) merkt op dat de zaak scheef liep van bij de aanvang. Heel wat leveranciers hebben de verhoging doorgevoerd zoals ook voorzien in de richtlijnen van de CREG omdat de tekst op verschillende wijzen kan worden geïnterpreteerd. Uiteindelijk hebben zij zich allemaal naar de eisen van de staatssecretaris geschikt, zodat het voorliggende wetsontwerp enigszins zonder voorwerp is.

De wetgever moet steeds trachten de regels zo duidelijk mogelijk te formuleren en de bijdrage van het ontwerp van interpretatieve wet wordt daarom ook gesteund. De spreker herinnert eraan dat hij niet achter het oorspronkelijke wetsontwerp stond, maar schaart zich achter de huidige inspanning van de staatssecretaris om meer duidelijkheid te brengen. Niemand kan zich tenslotte tegen meer duidelijkheid verzetten.

Van groter belang is wat op de wetgeving zal volgen. Wanneer vaardigt de regering het koninklijk besluit met betrekking tot de controle van de tariefformules uit, zodat de leveranciers hun tarieven kunnen toepassen zoals het hoort? Valt de beslissing nog voor 1 september 2012?

De staatssecretaris antwoordt dat ook hij voorstander is van rechtszekerheid. Hij brengt hulde aan de opmerkzaamheid van mevrouw Ann Vanheste, omdat zij als enig parlamentslid de vraag had gesteld of de energieleveranciers *in extremis* alsnog de prijs voor gas en elektriciteit niet konden verhogen (cf. DOC 53 2097/007, p. 20). De staatssecretaris heeft toen gerepliceerd dat de bevrozing op 1 april 2012 zou ingaan met inbegrip van 1 april (*ibid.* p. 26).

Een timing wordt niet meegedeeld. Mogelijk wordt het koninklijk besluit aangenomen voor het jaareinde. De CREG heeft een voorlopig voorstel geformuleerd op basis waarvan de verschillende leveranciers worden geconsulteerd. Het voorstel van koninklijk besluit zou spoedig beschikbaar kunnen zijn. Op dat ogenblik kan over een tijdschema worden gesproken, maar het is voorbarig om nu reeds een engagement te nemen. 31 december 2012 staat vast als de uiterlijke datum.

III. — VOTESArticles 1^{er} et 2

Ces articles ne donnent lieu à aucun commentaire et sont successivement adoptés à l'unanimité.

L'ensemble du projet de loi, y compris les corrections d'ordre légistique, est adopté à l'unanimité.

Le rapporteur,

Bert
WOLLANTS

La présidente,

Liesbeth
VAN DER AUWERA

Liste des dispositions qui nécessitent des mesures d'exécution (art. 78, 2, alinéa 4, du Règlement de la Chambre):

— sur la base de l'article 105 de la Constitution: néant;

— sur la base de l'article 108 de la Constitution: néant.

III. — STEMMINGEN

Artikelen 1 en 2

Deze artikelen geven geen aanleiding tot commentaar en worden achtereenvolgens met eenparigheid van stemmen aangenomen.

Het geheel van het wetsontwerp, met inbegrip van wetgevingstechnische verbeteringen, wordt eenparig aangenomen.

De rapporteur,

Bert
WOLLANTS

De voorzitter,

Liesbeth
VAN DER AUWERA

Lijst van bepalingen die uitvoeringsmaatregelen vergen (artikel 78, 2, vierde lid, van het Kamerreglement)

— op grond van artikel 105 van de Grondwet: *nihil*;

— op grond van artikel 108 van de Grondwet: *nihil*.